



United Nations  
Educational, Scientific and  
Cultural Organization

Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Organización  
de las Naciones Unidas  
para la Educación,  
la Ciencia y la Cultura

Организация  
Объединенных Наций по  
вопросам образования,  
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة  
للربية والعلم والثقافة

联合国教育、  
科学及文化组织

**Discours de la Directrice générale de l'UNESCO,**

**Irina Bokova,**

**à l'occasion de la Rentrée académique de l'Institut  
Catholique de Paris**

*L'UNESCO et la pertinence de l'humanisme au 21<sup>e</sup> siècle*

**ICP, Paris, 3 octobre 2017**

Monseigneur André Vingt-Trois, Archevêque de Paris,

Monseigneur Luigi Ventura, Nonce apostolique,

Monseigneur Philippe Bordeyne, Recteur de l'Institut Catholique de Paris,

Madame la Présidente de la Région Ile de France, Valérie Pécresse,

Madame la représentante de la Maire de Paris,

Monsieur le Recteur de Paris, Gilles Pécout,

Monsieur l'Ambassadeur de France auprès de l'UNESCO, Laurent Stefanini,

Mesdames et Messieurs les Professeurs, chers étudiants,

Je suis très honorée de participer à vos côtés à cette cérémonie solennelle d'inauguration des nouveaux bâtiments, et de lancer l'année universitaire de l'Institut Catholique de Paris.

Dans cette union des hautes autorités religieuses et académiques, je vois le symbole fort d'un attachement profond à la cause de la transmission des savoirs et à la connaissance.

Je vois l'expression renouvelée chaque année d'une ambition pour l'excellence universitaire.

J'y retrouve surtout la marque d'une conception humaniste de la connaissance et de la formation qui me touche particulièrement et qui inspire le mandat et l'action de l'UNESCO depuis l'origine.

C'est l'idée que l'être humain n'est pleinement lui-même, et pleinement accompli, que lorsqu'il s'efforce d'atteindre la vérité.

Cette conception est explicitée dans une Encyclique du Pape Jean-Paul II, publiée il y a presque 20 ans, sur les rapports entre la foi et la raison, *Fides et Ratio*.

Si vous le permettez, j'aimerais revenir sur deux choses aspects de cette encyclique, qui me semblent importantes pour notre conversation aujourd'hui.

La première, c'est que la recherche de la vérité n'est pas seulement une *faculté*, une *possibilité* qui nous est offerte – c'est un devoir de tout être humain, une « *règle minimum par tout individu désireux de se distinguer, au sein de la création, en se qualifiant comme 'être humain'* » (*Fides et ratio*, §1).

Ce n'est pas « une chose en plus », qui serait agréable ou utile. C'est une partie intégrante de la définition même de l'être humain.

Jean-Paul II écrit : « *Les hommes et les femmes possèdent de multiples ressources pour stimuler le progrès dans la connaissance de la vérité, de façon à rendre leur existence toujours plus humaine.* » (§ 3]

Puis il poursuit : « *Les êtres humains cherchent à acquérir les connaissances universelles qui leur permettent de mieux se comprendre et de progresser dans la réalisation d'eux-mêmes.* » (§4)

C'est un premier point essentiel – qui suppose que les institutions académiques ou éducatives ont pour vocation non seulement de donner des compétences techniques pour l'exercice d'un métier ou la vie citoyenne – ce qui est fondamental – mais ont vocation à aider chacun à « devenir plus humain ».

Le Pape Jean-Paul II poursuit en montrant que dans cette quête, les êtres humains peuvent et doivent compter sur la diversité des opinions, des écoles philosophiques et des cultures.

C'est le deuxième principe très important.

*Je cite : « C'est une propriété innée de l'être humain que de s'interroger sur le pourquoi des choses, même si les réponses données peu à peu s'inscrivent dans une perspective qui met en évidence la complémentarité des différentes cultures humaines. » (§4)*

Cette aspiration humaniste à la dignité humaine par la connaissance et la recherche de la vérité, et le fait que, dans cette quête, l'être humain peut compter sur le secours d'une communauté, faite de tous les êtres humains dans la diversité de leurs cultures, mais aussi de l'héritage des siècles passés, résonne au cœur du projet de l'UNESCO.

L'UNESCO est dépositaire et gardienne au sein des Nations Unies de cette aspiration au savoir, et depuis 70 ans l'UNESCO s'attache à faire de cette aspiration une stratégie pour la paix.

Il est tout à fait certain que ces beaux principes peuvent sembler des idéaux un peu abstraits, conçus par des intellectuels dans le calme d'une tour d'ivoire ou près du beau jardin du Luxembourg, loin des turbulences du monde.

Mais je voudrais cependant tenter de montrer pourquoi cette quête humaniste est profondément actuelle, et pourquoi nous devons y investir davantage, dans le travail quotidien – et difficile – de la construction de la paix et du développement durable aujourd'hui.

D'abord, rappelons-nous que les figures qui ont le plus contribué à l'affirmation de l'idéal humaniste – les philosophes de la Chine ancienne, les artistes et les ingénieurs de la Renaissance, les intellectuels des lumières et des révolutions démocratiques, en France et aux Etats-Unis – étaient pleinement confrontés aux tumultes politiques, aux guerres et à la violence de leur temps.

Leur héritage peut nous aider à répondre à nos propres tumultes, et aux violences auxquelles nous devons faire face aujourd'hui.

Les fondateurs de l'UNESCO se sont aussi, en leur temps, confrontés au même problème.

En 1942, à Londres, alors que le conflit faisait rage en Europe, des ministres de l'éducation se réunirent pour discuter du rôle de l'éducation dans la construction de la paix.

Trois ans plus tard, en 1945, dans un monde détruit physiquement et moralement, au lendemain du Génocide des juifs, et face aux impératifs de reconstruction et de réconciliation, les fondateurs de l'UNESCO rédigèrent un acte constitutif qui s'ouvre par ces mots :

*« Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes et des femmes, c'est dans l'esprit des hommes et des femmes que doivent s'élever les défenses de la paix. »*

Replaçons-nous dans l'esprit de l'époque - alors que de nombreux Etats devaient faire face à la famine, dans une Europe détruite, menacée par le spectre de la vengeance et de la colère, il fallait du courage, et même une certaine dose d'inconscience pour appeler au lyrisme de la paix dans l'esprit des hommes et des femmes.

Il y avait, comme nous disons aujourd'hui, d'autres urgences.

Pourtant leur approche s'appuyait sur un diagnostic très précis, très lucide, et très concret : les tous premiers mots de l'Acte constitutif de l'UNESCO ce sont d'ailleurs « les guerres », au pluriel, pour marquer leur diversité et la multiplicité de leurs causes.

Après deux Guerres mondiales en moins de 40 ans, les fondateurs de l'UNESCO se sont rendu compte que les accords économiques et politiques ne suffisaient pas à assurer une paix durable et qu'il fallait la construire sur la

solidarité morale et intellectuelle de l'humanité. Je cite encore une fois l'Acte constitutif de l'UNESCO.

Aujourd'hui aussi, nous avons de grands défis à relever, et nous avons besoin du même courage, de la même audace.

A l'heure où les conflits se multiplient, non plus entre Etats, mais à l'intérieur des Etats entre groupes armés, et provoquent des crises aux ramifications multiples, et des déplacements de populations gigantesques, principalement à destinations des pays du sud...

Tandis que les phénomènes extrêmes, cyclones ou sécheresse, se multiplient sous l'effet du dérèglement climatique, et nous contraignent à passer d'une urgence à l'autre, d'une catastrophe à l'autre, dans un emballement de la logique humanitaire...

Nous devons investir massivement dans la *prévention*, dans les *capacités des peuples à anticiper et à répondre eux-mêmes* aux défis auxquels ils font face, par l'éducation, la coopération scientifique, l'accès à l'information, la préservation du patrimoine et le dialogue interculturel.

Ces domaines peuvent sembler distincts mais ils sont inséparables : ce sont des instruments de cette dignité dont parle Jean-Paul II.

Ce qui permet de s'en convaincre le mieux, c'est justement la violence avec laquelle les groupes extrémistes armés ciblent systématiquement les symboles de la vie de l'esprit.

La culture est une cible et la destruction délibérée du patrimoine est devenue une tactique de guerre pour saper les sociétés et supprimer tout sentiment d'appartenance.

Au-delà des sites emblématiques du patrimoine, comme Palmyre ou Nimrud, Alep ou Ninive, ce sont les écoles et les professeurs, les organes de presse et les journalistes qui sont visés.

*« Partout où les hommes brûlent des livres, ils finissent par brûler d'autres hommes »* écrivit le poète allemand Heinrich Heine.

L'actualité nous montre qu'en effet, les ennemis des droits humains visent toujours la diversité culturelle, comme symbole d'une liberté de vivre et de penser qui leur est insupportable.

La destruction du patrimoine est la marque d'une volonté génocidaire qui persécute aussi les communautés pour des raisons culturelles ou religieuses dans une stratégie de « nettoyage culturel » qui n'épargne rien ni personne.

C'est la raison pour laquelle nous devons refuser de « choisir » entre le patrimoine et les vies humaines : nous devons protéger les deux ensemble, et lier notre action pour la défense du patrimoine, notre action pour l'éducation à la tolérance et à l'esprit critique, notre action pour la liberté d'expression.

C'est ce qui fait l'unité fondamentale du mandat de l'UNESCO et sa pertinence pour la construction de la paix aujourd'hui.

J'ai entendu critiquer le mandat de l'UNESCO qui serait trop vaste, trop large – il n'y a pas de rapport, me dit-on parfois, entre les politiques publiques d'éducation et la science de l'Océan, entre le patrimoine mondial et la liberté d'expression.

La menace extrémiste nous fait ressentir l'unité profonde de ce mandat et sa signification humaniste.

Elle nous restitue la force de la vision première des fondateurs de l'UNESCO et leur volonté de prémunir et d'immuniser les peuples contre les ravages de la propagande et du discours totalitaire.

On ne peut pas venir à bout d'une menace fondée sur la manipulation de l'histoire et de la foi par les moyens militaires – pas seulement.

La bataille contre le terrorisme et l'extrémisme est aussi une bataille culturelle et éducative.

C'était vrai en 1945. C'est vrai aujourd'hui.

En réalité, je suis persuadée que les extrémistes ont peur du patrimoine et ont peur de la culture – car ils savent parfaitement sa capacité à souder les communautés et à délégitimer leurs discours de haine, les approximations et les mensonges.

C'est pour cette raison qu'ils cherchent à les détruire.

Le site du patrimoine mondial de Palmyre, par exemple, actuellement gravement endommagé, était l'un des centres culturels les plus importants du monde antique, au carrefour de plusieurs civilisations, où les techniques gréco-romaines fusionnent avec les traditions locales et les influences persanes.

C'était un symbole du dialogue des cultures, et c'est pourquoi il a été pris pour cible.

C'est pourquoi la protection du patrimoine culturel est davantage qu'une question culturelle - c'est un impératif de sécurité, inséparable de la défense des vies humaines.

En réponse, nous devons certes protéger les pierres et les bâtiments de notre patrimoine, mais nous devons surtout transmettre le message et les valeurs qu'ils portent.

J'en ai fait une priorité de mon mandat et au moment de quitter mes fonctions de Directrice générale de l'UNESCO, je peux dire que je suis fière des progrès réalisés dans ce domaine par notre grande institution culturelle et éducative.

Nous avons construit une coalition pour la protection du patrimoine, sous le mouvement mondial de l'UNESCO #unispourlepatrimoine/ #unite4heritage, que j'ai lancée en 2015 à l'Université de Bagdad.

Nous avons créé un Fonds d'urgence pour la protection du patrimoine, formé des centaines de professionnels et d'experts, aidé à renforcer des législations de dizaines de pays.

Nous avons envoyé des missions d'urgence à Nimrud, Ashur, Palmyre, Alep, afin d'évaluer les dégâts, protéger les objets les plus à risque, sécuriser les sites.

Nous avons adopté une nouvelle stratégie, soutenue par les 195 États membres.

J'ai créé une plate-forme internationale pour lutter contre le trafic illicite, accélérer le partage d'informations sur les routes de la traite, réunissant UNODC, l'Organisation mondiale des douanes, l'ICOMOS, l'ICOM et d'autres partenaires.

Nous avons contribué à faire reculer les frontières politiques de la protection du patrimoine, en intégrant, pour la première fois de l'histoire, la protection du patrimoine dans les discussions du Conseil de Sécurité, dans plusieurs résolutions historiques depuis 2015 : 2199, 2347, 2354, 2379.

C'est un mouvement inédit, qui reconnaît enfin le rôle de la culture dans le maintien de la paix, la résilience et la prévention – jamais cette reconnaissance n'avait été posée.

Nous avons renforcé comme jamais les liens entre les opérations de maintien de la paix, les réponses humanitaires d'urgence et la protection du patrimoine – notamment au Mali, avec la reconstruction des quatorze Mausolées et la condamnation du responsable de leur destruction par la Cour pénale internationale, pour crime de guerre.

J'ai signé en 2016 un Accord avec le Comité international pour la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge, intégrant la culture plus profondément dans les opérations humanitaires.



J'ai signé avec l'Italie la création de la première unité spéciale de protection du patrimoine culturel en cas d'urgence, avec les Carabinieri italiens.

Je pense également à notre contribution au Plan d'action du Secrétaire général des Nations Unies pour prévenir l'extrémisme violent et à la Stratégie mondiale antiterroriste des Nations Unies, qui accorde une place nouvelle à l'éducation, à la lutte contre la radicalisation sur Internet.

Il s'agit d'avancées politiques très importantes, qui doivent maintenant se traduire en outils et en concepts solides, aux mains des citoyens, dans leur vie quotidienne, dans le regard qu'ils portent à la culture.

Mesdames et Messieurs, chers étudiants,

La défense de l'humanisme ne consiste pas à cultiver seulement une fidélité abusive aux réflexions littéraires des auteurs classiques.

Il s'agit de comprendre comment leurs travaux peuvent nous aider à saisir les spécificités du temps présent, et en quoi des défis auxquels nous sommes confrontés diffèrent de ceux des générations précédentes.

La mondialisation ouvre de vastes opportunités. Les nouvelles technologies sont un symbole de coopération et de dialogue universels.

Dans le même temps, nous vivons dans un monde de plus en plus fragmenté, fracturé.

Des minorités en Syrie, en Irak et au Myanmar sont la cible de persécutions pour des raisons ethniques et religieuses.

Des peuples ont recours à des merveilles technologiques, qui aggravent en retour l'exclusion de ceux qui n'y ont pas accès.

Nous devons apprendre à concilier la diversité qui nous enrichit et les principes universels qui nous unissent – car la diversité culturelle n'est pas le relativisme et jamais la diversité culturelle ne peut servir de prétexte à bafouer

les droits de l'Homme, comme le rappelle la déclaration universelle de l'UNESCO de 2001.

Ces questions se posent à l'échelle du globe, mais aussi au cœur de nos villes, de plus en plus métissées et notre humanisme doit être un humanisme de proximité, au quotidien.

Le message de l'évangile – « tu aimeras ton prochain comme toi-même » (Mat 22.39) apparaît dans toute sa radicalité : aimer le voisin, l'étranger, l'inconnu, comme son frère, comme soi-même.

C'est extrêmement difficile.

On ne peut pas s'en tenir à un discours abstrait sur l'accueil, sur la tolérance ou sur les migrants, sur la diversité en général.

Dans ce nouvel âge de la diversité, il faut des solutions politiques au niveau local, national et mondial, il faut des outils concrets dont les citoyens ont besoin pour vivre ensemble dans des villes multiculturelles, gérer des identités et des affiliations multiples, parler dans différentes langues.

Dans trop de pays dans le monde aujourd'hui, je constate la montée des logiques du repli et du rejet.

Je constate l'instrumentalisation des crises migratoires, de la situation des réfugiés ou des conflits armés, que l'on exploite pour attiser la haine de l'autre, stigmatiser les minorités.

J'entends la montée de discours racistes sur les religions ou les cultures, où l'on explique que les peuples différents ne peuvent pas vivre ensemble – et que le monde irait mieux si nous retournions aux temps où les « cultures pures » vivaient entre soi, protégées de l'extérieur, dans un passé mythifié qui n'a jamais existé.

Les « cultures pures » n'existent pas.

Les sites du patrimoine mondial sont un livre ouvert sur les influences multiples des cultures, et sur la fécondité de leurs échanges.

Il faut l'enseigner par le rappel de l'histoire, comme un bouclier intellectuel et moral contre l'intolérance.

Il faut l'enseigner par la transmission des humanités, des disciplines qui nous rattachent à l'histoire et plus important encore, transmettent le sens de l'histoire.

Nous pouvons donner à chaque citoyen – minorité, immigré, migrant – le sentiment qu'il fait partie d'une communauté, et cela passe aussi par la culture, par le respect et la reconnaissance de son histoire, par l'écoute, parfois, des mémoires blessées.

C'est un aspect du travail de l'UNESCO en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale.

C'est aussi l'esprit de l'action de l'UNESCO pour enseigner l'histoire des crimes contre l'humanité – l'histoire de l'esclavage et de la traite négrière, l'histoire de l'Holocauste et d'autres génocides, pour immuniser les esprits au retour de la haine, du racisme et de l'antisémitisme aujourd'hui.

Mesdames et Messieurs, chers étudiants,

Nous vivons, c'est vrai, un âge des limites - limites de notre planète, limites de nos ressources, limites de nos moyens.

Nous devons, en retour, compter sur notre ressource renouvelable par excellence : l'intelligence, l'innovation, la créativité.

Ce développement ne s'improvise pas, il demande des politiques, des outils, et surtout de la coopération internationale pour résoudre des problèmes qu'aucun Etat, aussi puissant soit-il, ne peut résoudre seul.

Tel est le sens de mon appel à un nouvel humanisme quand j'ai été élue il y a huit ans.

Aujourd'hui 264 millions d'enfants et adolescents ne savent ni lire et écrire.

Parmi eux, 130 millions ont fréquenté les bancs de l'école et en sont sortis sans rien avoir appris.

129 millions de dollars investis dans les campagnes d'éducation partent en fumée chaque année, car les systèmes éducatifs ne sont pas suffisamment efficaces, les lois pas suffisamment fortes.

Il ne sert pas à grand-chose de construire des murs et des salles de classes si le contenu de l'éducation n'est pas au rendez-vous, si les professeurs ne sont pas suffisamment formés et soutenus.

C'est pourquoi l'UNESCO s'est tant investie pour que le programme des Nations Unies pour le développement durable à l'horizon 2030 ne se focalise pas seulement sur l'accès, mais sur la qualité de l'éducation.

C'est un droit fondamental.

C'est un accélérateur de développement.

Nous devons accélérer radicalement la coopération internationale dans la recherche, développer les politiques scientifiques, technologiques et d'innovation, et c'est le sens du travail de l'UNESCO, auprès de nombreux pays en Afrique par exemple.

Nous devons également mieux intégrer la culture dans les stratégies de développement durable, et l'UNESCO s'est mobilisée pour faire reconnaître la culture et les industries créatives comme des accélérateurs de développement, dans l'Agenda 2030.

Les biens et services culturels représentent 30 millions d'emplois à travers le monde et stimulent la croissance économique.

Ils représentent aussi une source d'identité et d'appartenance.

Cette double nature est un multiplicateur de développement durable.

La Convention de l'UNESCO de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles est la plate-forme mondiale de développement des politiques culturelles, comme facteur d'inclusion, d'innovation et j'ai voulu la renforcer, par l'adoption de nouvelles directives pour sa mise en œuvre dans le numérique.

Ici encore, l'engagement pour la diversité culturelle va de pair avec avec la promotion de la liberté d'expression, comme droit fondamental, comme outil de bonne gouvernance.

Elle va de pair avec un accès plus large à l'information et aux médias, en ligne et hors ligne, grâce à l'éducation aux médias, grâce à la liberté d'expression comme accélérateur de l'innovation.

Sur toutes ces dimensions, l'UNESCO s'engage, pour l'éducation de qualité, le développement des sciences, l'expression créative, la liberté d'expression.

Ce chemin est long, et souvent difficile, et dans cette quête de la connaissance, il est facile de se perdre.

Le développement des savoirs, des nouvelles techniques, les progrès de l'intelligence artificielle ou des nouvelles technologies, ne garantissent pas, au contraire, une vie « plus humaine ».

Il faut sans cesse réaffirmer la priorité des valeurs.

Sans cesse revenir au sens de notre action, pour la paix, pour la dignité humaine.

Préserver le patrimoine, oui, mais pour fortifier la coopération, apaiser les tensions, encourager la compréhension mutuelle, la réconciliation.

Stimuler la recherche, oui, mais pour en partager les fruits et les bénéfices avec le plus grand nombre.

Dans son Encyclique *Laudato Si – et je terminerai mon intervention là-dessus* – le Pape François expose les tendances néfastes qui ont produit un type de société qui n'est pas durable.

La *privatisation* des biens publics mondiaux (§45), empêche les plus vulnérables d'accéder à des ressources comme l'eau ou les semences qui sont un bien commun.

Une deuxième tendance est *l'objectivisation* de la nature que l'on a tendance à considérer comme une masse inerte disponible « face à nous », alors qu'en réalité les êtres humains en font partie intégrante et dépendent de la nature pour leur survie (§2).

Une troisième tendance est la *parcellisation* des savoirs et l'extrême spécialisation des connaissances scientifiques (§110), qui ont permis des progrès considérables, mais ont en même temps diffusé une vision fragmentée du monde, parfois sceptique ou relativiste, en empêchant l'émergence d'une conscience globale, de la relation entre les êtres et les choses.

C'est une fuite en avant de penser résoudre les problèmes qui en résultent par un surcroît de science et de technique, sans voir qu'il faut en parallèle un surcroît de conscience et d'éthique.

C'est le rêve d'un humanisme intégral, d'une humanité aussi développée sur le plan scientifique que sur le plan moral, et qui parvienne à « *se réaliser pleinement* ».

Telle est l'ambition – à la fois grandiose et nécessaire – d'un établissement d'enseignement supérieur comme le vôtre, et je sais combien l'Institut Catholique de Paris attache une importance toute particulière à ces enjeux.

Loin d'être historiquement daté ou désuet, ce projet n'a jamais été si actuel.

L'UNESCO y contribuera à la hauteur de ses moyens, avec vous, et dans cet esprit, je vous souhaite une très belle année Universitaire, sous le signe de

l'humanisme, de la recherche de la connaissance, et de la plus parfaite réalisation de vous-même.

Je voudrais conclure en rappelant ici la conférence tenue en 2015, à l'initiative du Saint-Siège et de l'UNESCO, sur le thème « Eduquer : aujourd'hui et demain ».

Je voudrais en particulier citer les paroles sages du Secrétaire d'Etat, Son Eminence le Cardinal Pietro Parolin, à cette occasion : *« L'école et l'université sont appelées à proposer de nouveau les conditions nécessaires pour un nouvel humanisme qui sache reconstruire un esprit de fraternité entre les personnes et entre les nations »*.

Je vous remercie de votre attention.